

Le Monde Economie

Opinions et stratégies, acteurs et entreprises

La rente pétrolière ne garantit plus la paix sociale

■ Dans le Golfe et en Algérie, la contestation perdure malgré les milliards déversés pour calmer la révolte de la jeunesse

■ Une déstabilisation de la région pourrait engendrer un choc pétrolier désastreux pour l'économie mondiale



Le terminal pétrolier de Ras Tanura en Arabie saoudite. TCHEKOF MINOSA/EPIPUREANS

Le Conseil de coopération du Golfe (CCG), qui regroupe les six Etats producteurs de pétrole de la région, a annoncé, le 10 mars la création d'un fonds de 20 milliards de dollars (14,5 milliards d'euros) pour aider les deux

Dossier

moins riches d'entre eux, Oman et Bahreïn, à surmonter leurs difficultés économiques.

Le 23 février, le roi Abdallah d'Arabie saoudite a, de son côté, promis un plan de 36 milliards de dollars destiné à relever le salaire

des fonctionnaires, à bâtir des logements, etc. Le 7 mars, le gouvernement de Bahreïn a annoncé un programme de construction de 50 000 logements sur cinq ans, pour un coût de plus de 5 milliards de dollars. Le 28 février, le sultan Qabous d'Oman a offert 300 euros à chaque chômeur de son pays et a augmenté le salaire minimum et les bourses des étudiants. L'émir du Koweït, lui, a distribué à deux reprises, en février, 1 000 dollars à chaque citoyen koweïtien...

Mais tous ces milliards de dollars, qui feraient en temps normal le bonheur des populations, ne suffiront peut-être pas à stopper l'en-

chaînement des bouleversements politiques qui déstabilisent peu à peu la principale région productrice de pétrole de la planète. Cet échec pourrait déboucher sur un choc pétrolier tout aussi puissant, voire plus puissant, que ceux qui ont déjà affecté l'économie mondiale en 1973, en 1979 ou en 1991.

Car la rente pétrolière est le seul élément qui distingue les pays du Golfe, mais aussi l'Algérie et la Libye, de la Tunisie ou de l'Egypte.

La concentration de la richesse entre les mains d'autocrates au pouvoir depuis des décennies, l'insuffisance et l'opacité de sa redistribution, la corruption, et surtout le

refus de la jeunesse de continuer à accepter cela, sont les détonateurs de la révolte, dans le Golfe et ailleurs dans le monde arabe. Dans un texte publié par l'*International Herald Tribune*, un professeur d'université omanais, Najma Al-Zidjaly a d'ailleurs joliment baptisé ces bouleversements du nom de *youthquake* (« tremblement de jeunesse »).

« Il faut aujourd'hui à un jeune Saoudien trois années après la fin de ses études pour trouver un emploi stable », indique Lahcen Achy, de la Fondation Carnegie pour le Moyen-Orient, à Beyrouth. **►►► Lire la suite page 4**

L'éclairage de Martin Wolf page 2



Même si c'est au prix de la restructuration de certaines dettes, la zone euro survivra

Entreprise p. 3

« Le G20 sous la pression des lobbies », par Julie Battilana

Stratégie p. 6

Tridex récupère le marché des « invendus » et des « retours »

Philippe Askenazy



L'Europe a changé de projet



Les dirigeants européens ont tenu vendredi 11 mars une réunion exceptionnelle avant leur sommet des 24 et 25 mars. L'objectif était d'aplanir les divergences autour du « Pacte de compétitivité » que propose le couple franco-allemand.

Ses principaux points sont l'introduction dans la Constitution de chaque pays d'un système d'alerte sur les déficits publics, la suppression de l'indexation des salaires sur l'inflation (qui subsiste en Belgique et en Espagne), et le recul automatique de l'âge de la retraite.

Aux quatre coins du Vieux Continent et jusque dans son cœur, comme en Belgique ou en Autriche, le Pacte de compétitivité a rencontré un grand scepticisme, voire un certain agacement. Non parce qu'il représenterait un pas vers un véritable fédéralisme européen, mais parce que le sens des mesures qu'il imposerait va à l'encontre de la culture sociale et de l'intérêt de nombre de pays européens.

Surtout, c'est un changement profond du projet européen. L'agenda de Lisbonne de 2000 a, certes, été un échec partiel, mais il portait une philosophie où devait prédominer le progrès. L'Europe se fixait alors le cap de devenir un leader dans l'économie de la connaissance. Cette fois, le progrès économique et social est absent, remplacé par l'impératif de « compétitivité ».

La Conférence européenne des syndicats est d'ailleurs furieuse. John Monks, son secrétaire général, a tonné : « Il ne s'agit pas ici d'un pacte pour la compétitivité, mais bien d'un pacte nuisible, pour un niveau de vie en baisse, davantage d'inégalités et davantage de travail précaire. C'est ignorer toutes les leçons de la récession actuelle. (...) L'Europe risque la collision avec son modèle social et son principe fondamental d'autonomie des négociations collectives. »

Il est étrange en effet de retenir pour l'Europe la même priorité économique que le régime de Ben Ali, qui s'enorgueillissait tant d'avoir fait de la Tunisie, à coups d'injustices sociales et de chômage massif des jeunes, le pays le plus compétitif du continent africain si l'on en croit le classement du Forum de Davos, tout aussi « inspiré » que la diplomatie française.

Outre-Rhin, le Pacte de compétitivité ne relève pas seulement de la volonté d'imposer son « modèle » au reste de l'Europe. Il est une condition nécessaire pour que l'Allemagne préserve dans le long terme son économie, voire son leadership économique en Europe. Ce pays est touché comme d'autres sur le Vieux Continent, et comme la France, par la peur de l'immigré non européen ; le refus d'accueillir des réfugiés libyens victimes de la répression en est l'illustration.

Et comme la France, l'Allemagne a depuis longtemps fermé ses frontières à l'immigration du Sud pour « répondre » à cette peur. A l'instar du Japon, elle fait face en interne à une natalité tellement basse que sa population est condamnée à décroître. Il est déjà trop tard ; il aurait fallu ouvrir les vannes de l'immigration outre-Rhin il y a dix ou quinze ans.

►►► Lire la suite page 2

Annonces

Paroles d'experts Conseil, audit Page 8
Dirigeants ■ Finance, administration, juridique, RH ■ Banque assurance
■ Conseil, audit ■ Marketing, commercial, communication ■ Santé ■ Industries et technologies ■ Carrières internationales
Multiposte ■ Collectivités territoriales
Pages 7 à 12

Consultez notre site : www.lemonde.fr

L'Insee présente :
L'essentiel sur la France...



Une présentation synthétique, accessible à tous, des données économiques, démographiques et sociales de la France comportant de nombreuses comparaisons européennes et internationales.

En vente en librairie, à l'Insee et sur www.insee.fr

18,50 € - Collection Insee Références



L'Europe a changé de projet

►► Suite de la chronique de Philippe Askenazy

L'Allemagne présentera inexorablement une pyramide d'âge inversée, associée à de terribles difficultés pour financer sa protection sociale et surtout maintenir sa capacité productive. Sur le court terme, elle peut certes se réjouir d'un chômage déclinant mais, très vite, les tensions sur le marché du travail vont apparaître, et le manque de main-d'œuvre va devenir criant.

Si l'immigration ne peut venir politiquement du Sud, l'Allemagne va donc avoir besoin de ponctionner la main-d'œuvre, notamment qualifiée, en provenance du reste de l'Europe « chrétienne ».

Cette dynamique ne pourra s'enclencher que si ses voisins ne présentent pas de perspectives aussi bonnes qu'elle en termes de rémunérations comme d'avantages sociaux, en particulier de retraite, bien meilleures qu'outre-Rhin. L'uniformisation par le bas des avantages sociaux garantira la mobilité, d'autant que l'Allemagne offrira comme aujourd'hui des rémunérations attractives.

Du fait de sa natalité solide, la France devrait mécaniquement rester relativement jeune et devenir le pays le plus peuplé d'Europe, voire la première économie européenne, en compagnie du Royaume-Uni. Elle ne subit donc pas les mêmes contraintes et les mêmes dangers de long terme que son partenaire allemand.

Alors pourquoi le gouvernement français « co-porte »-t-il ce Pacte de compétitivité ? Une première explication est, qu'à l'instar du Medef - l'organisation patronale l'a applaudi -, Paris est incapable de se projeter au-delà du court terme et d'une obsession fascinante pour l'actuelle réussite germanique. Mais plus sûrement, la France a choisi la voie du soutien à l'Allemagne. Un tel « pacte de solidarité » n'est pas nécessairement un objectif illégitime ; mais autant le dire clairement aux citoyens français et aux autres partenaires européens. ■

Philippe Askenazy est directeur de recherche au CNRS, Ecole d'économie de Paris.



L'éclairage Les intérêts à long terme des Vingt-Sept, leur fort engagement politique et les moyens à leur disposition sont une solide garantie

La zone euro survivra

Par Martin Wolf

Le 16 décembre 2010 à Bruxelles, les chefs d'Etat et de gouvernement européens ont solennellement déclaré qu'ils étaient prêts à « faire tout le nécessaire » pour protéger la zone euro. Même si elle doit connaître de nouvelles difficultés, l'Union monétaire a, quoi qu'il en soit, toutes les chances de survivre.

J'avancerai trois arguments pour étayer cette conviction. Tout d'abord, la zone euro s'appuie sur un engagement politique fort ; deuxièmement, les intérêts à long terme des pays membres sont liés à sa survie ; enfin, ses membres ont les moyens de la faire perdurer. Bref, la volonté et les ressources qui doivent permettre de maintenir à flot cette expérience de monnaie unique sur le Vieux Continent sont avérées.

C'est ce que démontre un récent rapport, « L'Europe fonctionnera », publié par Nomura Global Economics sous la direction de John Llewellyn et Peter Westaway. Le texte rappelle que la zone euro est le résultat d'un processus d'intégration qui a débuté au lendemain de la seconde guerre mondiale.

Même si le souvenir de la guerre s'est estompé, l'« idée » européenne reste un projet existentiel pour les dirigeants actuels. De plus, l'hypothèse selon laquelle l'intégration économique produirait de puissants intérêts en faveur de sa perpétuation a de nombreux défenseurs. Enfin, les conséquences d'une désagrégation même partielle de la zone euro seraient incertaines et effrayantes.

C'est pourquoi, même si ceux qui stigmatisent le comportement désinvolte de certains pays mem-

bres sont nombreux en Allemagne, l'élite y reste consciente des dangers de l'isolement et des avantages que le projet européen a procurés au pays dans sa relation avec ses voisins. Quant aux dirigeants des pays aujourd'hui en difficulté, ils redoutent le statut d'exclu dans lequel les mettrait une sortie de la zone euro.

Cela ne signifie pas pour autant que des ruptures soient inconcevables. L'Allemagne sortirait de la zone si sa classe politique parvenait à la conclusion qu'il y resterait incompatible avec la stabilité monétaire ; les pays périphériques, s'ils en arrivaient à penser qu'y demeurer devenait incompat-

Les plus aveugles des prêteurs finissent toujours par recouvrer leurs esprits. Mais quand ceux issus du secteur privé resserrent le nœud coulant, les dettes théoriquement privées ont tendance à se transformer en dette publique, les gouvernements s'efforçant de sauver les systèmes financiers.

Même des pays disposant de finances publiques saines, comme l'Irlande et l'Espagne, se retrouvent alors en proie aux difficultés. La dette publique irlandaise devait passer de 25% à 125% du produit intérieur brut (PIB) entre 2007 et 2013, le tiers environ de cette hausse étant dû au sauvetage des banques.

Les plus aveugles des prêteurs finissent toujours par recouvrer leurs esprits

tible avec la prospérité. Ni l'une ni les autres ne sont à la veille d'une telle décision. Et si des restructurations de dettes sont très probables, le détachement d'un ou de plusieurs pays de l'Union monétaire l'est beaucoup moins.

Paradoxalement, la tragédie de la zone euro est qu'elle a trop bien fonctionné. La convergence des risques perçus a stimulé celle, accélérée, des revenus. Dans l'euphorie du moment, des prêteurs imprudents ont donné aux emprunteurs la corde avec laquelle ils allaient pouvoir se pendre, qu'il s'agisse de gouvernements irresponsables (comme en Grèce) ou de stupides entités privées (comme en Irlande ou en Espagne). Le résultat ? Un endettement colossal.

La bonne nouvelle, c'est que les marchés ont reconnu leur erreur. La mauvaise, c'est qu'ils l'ont fait à une échelle trop spectaculaire. Ce qui a entraîné un énorme problème d'endettement dans les pays en difficulté, et flanqué une terrible migraine à la zone euro.

Comme le souligne le rapport de Nomura, la gestion de la dette publique dépend de trois facteurs : le déficit budgétaire primaire (avant paiement des intérêts) ; la « boule-de-neige » (le rapport entre taux d'intérêt et croissance potentielle) ; l'impact sur la dette publique des ajustements « flux-stocks » - il s'agit de la nécessité de sauver les banques, ou de « déflation par la dette » (hausse du poids de la dette due à la baisse des prix

intérieurs ou aux dévaluations, lorsqu'elle est libellée en devises). Il est de la nature des crises d'aggraver fortement ces trois éléments.

Le fait que les pays endettés ont perdu beaucoup de leur compétitivité durant les années de convergence est particulièrement important pour la croissance potentielle, la position budgétaire et le risque de déflation par la dette.

Par rapport à celui de l'Allemagne, le coût unitaire de la main-d'œuvre entre 1999 et 2007 a augmenté de 31% en Irlande, de 27% en Grèce et en Espagne et de 24% au Portugal. Ces pays vont mettre beaucoup de temps à retrouver leur compétitivité.

Le rapport présente aussi des chiffres inquiétants sur l'ampleur de la tâche budgétaire qui attend les pays en difficulté. Imaginons que l'objectif soit de parvenir, avant 2030, à un ratio « dette publique-PIB » équivalant à 60% - la norme fixée par le traité de Maastricht. Et imaginons que le taux d'intérêt ne soit que de 1% supérieur au taux de croissance du PIB nominal brut. Le resserrement nécessaire du déficit budgétaire primaire structurel entre 2009 et 2020 devra être compris entre 16% et 18% du PIB en Grèce, 14% et 16% en Irlande, 10% et 12% en Espagne et 8% et 10% au Portugal.

L'ampleur du défi s'explique en partie par la taille des déficits budgétaires initiaux : 9,8% du PIB en Grèce, 9,7% en Irlande, 7,5% en Espagne et 5,4% au Portugal. Il n'est pas surprenant que les marchés aient été réticents à financer de manière durable ces pays.

Il s'agit là de gigantesques challenges. J'ai du mal à croire que l'on parvienne partout à éviter une res-

structuration de la dette. Je trouve impardonnable que le dernier gouvernement irlandais ait garanti l'endettement des banques de manière aussi insouciance et que le reste de l'Union européenne l'ait approuvé. Qu'un pays détruise son propre crédit pour sauver les créanciers de ses banques est une faute grave. Loin d'arranger les choses, qu'il le fasse en grande partie pour protéger les systèmes financiers dans d'autres pays ne fait que les aggraver.

Cela dit, les restructurations de dettes ne représentent pas un danger mortel pour la zone euro. Il est important de garder à l'esprit que la Grèce, l'Irlande et le Portugal ne représentent que 6% du PIB de l'Union monétaire. Par ailleurs, la dette publique totale de la zone n'équivaut qu'à 84% de son PIB, tandis que son déficit budgétaire est de 6%. Ces deux chiffres sont meilleurs que ceux des Etats-Unis.

Mais la zone euro doit réaliser trois objectifs : stopper les paniques bancaire et budgétaire ; aider les pays en difficulté à recouvrer leur santé économique ; mettre en place un régime capable d'éviter de nouvelles crises. Pour atteindre ces objectifs, l'Union monétaire dispose d'un énorme avantage : la fin de l'euphorie de la convergence. Mais elle bute sur le fait que certains de ses membres sont plongés dans d'énormes difficultés. Les idées actuellement débattues en son sein seront-elles à la hauteur des défis ? ■

Cette chronique de Martin Wolf, éditorialiste économique, est publiée en partenariat exclusif avec le « Financial Times ». © « FT » (Traduit de l'anglais par Gilles Berton)

ROBERT REICH
Le jour d'après...
Robert Reich,
éditions Vuibert,
185 pages, 19 euros

Le livre Nuit américaine

Les chiffres sont sans appel. A la fin des années 1970, les 1% d'Américains les plus riches percevaient moins de 9% de la richesse nationale. En 2007, ce chiffre s'établissait à 23,5%.

Il faut remonter à 1928 pour trouver un tel pourcentage. C'est donc un cri d'alarme que lance Robert Reich, qui l'assure (c'est le sous-titre du livre, et sa thèse principale) : « Sans réduction des inégalités, pas de sortie de crise. »

La crise de 2008 est terminée. Mais les ondes de choc qui vont s'ensuivre ne font que commencer, souligne l'ancien secrétaire d'Etat au travail de Bill Clinton, aujourd'hui professeur à l'université de Berkeley, en Californie.

« Les fondamentaux américains sont profondément malsains », écrit-il. Certes, le président Obama a sauvé l'économie du pays du gouffre. Mais, aujourd'hui, ses marges de manœuvre sont très limitées. C'est pourquoi Robert Reich estime, contrairement aux discours ambiants, qu'il n'y aura pas de retour à la normale. Nous sommes entrés dans un nouveau cours. « Le problème fondamental », écrit-il, c'est que les Américains

n'ont plus un pouvoir d'achat suffisant pour acheter ce que leur économie est capable de produire. La raison, c'est qu'une portion de plus en plus importante du revenu global du pays est allée aux détenteurs des plus gros revenus. » Le sentiment général est que « le jeu économique est pipé » au profit du Big Business. Le pacte social est rompu, il faut le rétablir. Mais comment ?

Deux possibilités s'ouvrent, estime l'auteur. La première est un scénario sombre. Un cocktail de rejet de l'establishment, de nationalisme, d'isolationnisme, d'intolérance et de paranoïa. Les tensions économiques prolongées ouvrant la voie aux démagogues et à un capitalisme autoritaire.

Robert Reich préfère miser sur un scénario plus lumineux. Celui qui verrait un renouvellement du pacte fondateur, ce qu'il appelle « un "New Deal" pour les classes moyennes ». Il pense que ce processus finira par l'emporter. Le balancier repartira bien dans l'autre sens, affirme-t-il, confiant, « parce que nous sommes une nation raisonnable ». Tout le problème est de savoir quand, et comment. ■

Philippe Arnaud

Les acteurs de l'économie Pierre Bezbakh
Serge de Witte et les emprunts russes

L'essor des emprunts publics émis par les Etats européens et par les Etats-Unis pose la question du risque des défauts de paiement, même de la part de débiteurs apparemment solvables.

L'hypothèse d'une banqueroute des Etats les plus faibles semble écartée. Ainsi la Grèce a obtenu le soutien des autres pays européens et du Fonds monétaire international (FMI). Mais celle d'une « restructuration » des dettes (terme pudique pour évoquer un rééchelonnement ou un remboursement partiel) est souvent évoquée. Il existe un précédent célèbre : celui de la Russie léniniste, qui décida, début 1918, de ne plus reconnaître les dettes contractées aux temps des tsars.

L'ampleur des émissions d'emprunts russes souscrits par les épargnants belges et français doit beaucoup au comte Serge de Witte (1849-1915). De lointaine origine balte et hollandaise par son père, il travailla dans la Compagnie de chemins de fer du Sud-Ouest, puis devint ministre des voies de communication du tsar Alexan-

dre III, puis ministre des finances en 1892. Conscient du retard de son pays vis-à-vis de l'Europe de l'Ouest, il conçut d'ambitieux projets d'industrialisation et de construction de voies ferrées, opta pour un appel massif à l'épargne étrangère pour les financer, et à des centaines d'entreprises françaises pour les réaliser.

Clairvoyance

Le premier grand emprunt russe avait été émis dès 1888 pour un montant de 500 millions de francs-or, dans le cadre du rapprochement politico-militaire avec la France qui fit des deux pays des alliés lors de la première guerre mondiale. Serge de Witte amplifia cette politique.

En 1914, on comptera ainsi entre 1,6 millions et 2 millions de porteurs français de titres russes (constitués de bons d'Etat, de titres émis par des villes, d'actions de compagnies de chemin de fer...), pour une valeur s'élevant à plus de 12 milliards de francs-or, soit un tiers de l'épargne française.

Les grandes banques y trouveront leur compte. Le Crédit lyonnais aurait réalisé 30% de ses bénéfices

grâce à son rôle d'intermédiaire durant ces années. Cet attrait populaire s'explique par la publicité qui affirmait que « prêter à la Russie, c'est prêter à la France », par le fait que de Witte avait rendu le rouble convertible en or en 1897, et parce que le pouvoir tsariste semblait inébranlable, surtout après avoir surmonté la défaite contre le Japon et la révolution de 1905.

Serge de Witte avait d'ailleurs fait preuve de clairvoyance en dénonçant la guerre contre le Japon (ce qui lui vaudra d'être renvoyé), puis il participa à l'élaboration des réformes de 1905 qui introduisirent un certain nombre de libertés (de parole, de réunion, d'association...) et instituèrent la Douma (le Parlement), aux membres élus.

Il devint premier ministre en 1906, mais fut à nouveau éloigné après la victoire électorale de l'opposant au régime. En 1914, il dénonça l'entrée en guerre de la Russie, par crainte qu'elle provoque la chute du régime. C'est ce qui se produisit, ruinant par là même les épargnants français trop confiants dans la stabilité de la Russie tsariste.

Il resterait encore plus de 300 000 porteurs français, qui estiment à 40 milliards de dollars (28,7 milliards d'euros) la valeur de leur créance. En 1997, Moscou a proposé 400 millions de dollars à titre de dédommagement... ■

Pierre Bezbakh est maître de conférences à l'université Paris-Dauphine.

Le Monde
Siège social : 80, bd Auguste-Blanqui
75707 PARIS CEDEX 13
Tél. : +33 (0)1-57-28-20-00
Fax. : +33 (0)1-57-28-21-21
Télex : 206 806 F
Edité par la Société éditrice du « Monde » SA,
Président du directoire,
directeur de la publication :
Louis Dreyfus
Directeur du « Monde »,
membre du directoire :
Erik Izraelewicz
La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 0712 C 81975.
ISSN : 0395-2037
Pré-presses Le Monde
Impression Le Monde
12, rue M.-Gunsbourg
94852 Ivry Cedex
Printed in France